



Perspectives chinoises

92 | novembre-décembre 2005
Varia

Réformes, ajustements structurels et revenu rural en Chine

Weiyong Yang



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/930>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005
ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Weiyong Yang, « Réformes, ajustements structurels et revenu rural en Chine », *Perspectives chinoises* [En ligne], 92 | novembre-décembre 2005, mis en ligne le 01 décembre 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/930>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

Réformes, ajustements structurels et revenu rural en Chine

Weiyong Yang

- 1 Depuis la fondation de la République populaire de Chine, l'économie rurale a connu toutes sortes de vicissitudes liées aux fréquents mouvements politiques qui ont jalonné la période maoïste (Grand Bond en avant, Révolution culturelle, etc.). A partir de 1958, le monde rural a été organisé en communes populaires dans lesquelles toutes les décisions concernant la production, la consommation, voire la vie quotidienne des paysans, étaient prises selon le plan quinquennal. L'économie rurale se caractérisait alors par une forte domination de la production de céréales, une faible productivité agricole et un bas niveau des revenus. A la fin des années 1970, la Chine entre dans la période des réformes : les communes populaires sont démantelées et des mécanismes de marché sont progressivement introduits. La structure de l'économie rurale est ainsi considérablement modifiée : d'une économie basée essentiellement sur la production agricole – et en particulier sur la production de céréales – on passe à une économie diversifiée caractérisée par la coexistence d'activités agricoles et non agricoles. Cet article se propose d'analyser l'impact de ces changements structurels sur le revenu rural.

Les transformations structurelles de l'économie rurale

- 2 Depuis 1978, la structure de l'économie rurale s'est diversifiée à plusieurs niveaux. D'abord, les cultures céréalières (riz, blé, maïs, millet, soja et tubercules, etc.) cèdent progressivement la place aux cultures commerciales (légumes, arbres fruitiers, arachide, betterave, cultures oléagineuses, etc.). L'autre transformation majeure est le développement rapide de l'industrie rurale.

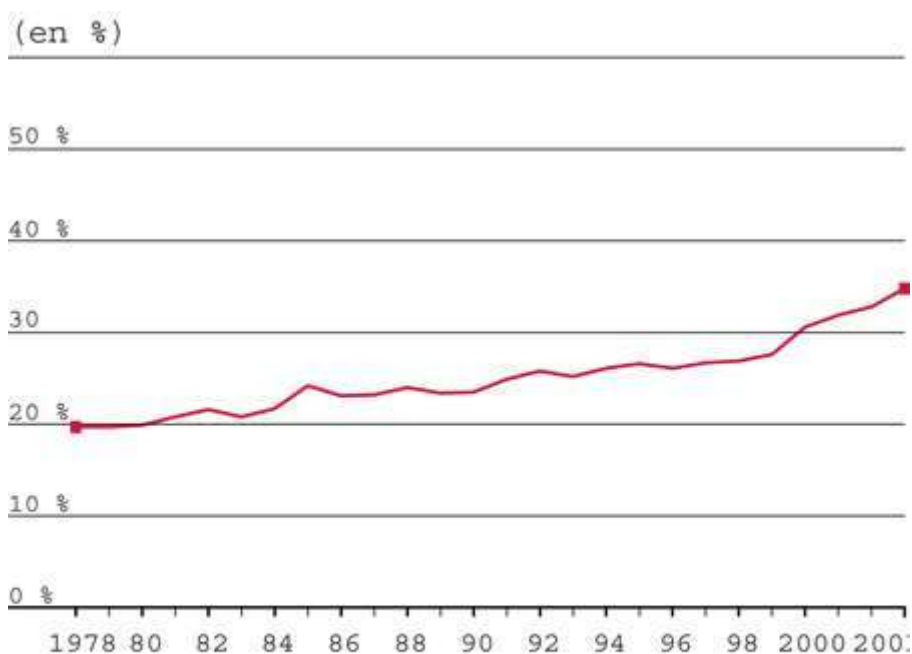
Cultures commerciales versus cultures céréalières

- 3 Tout au long de l'époque maoïste, le gouvernement chinois, extrêmement soucieux de la sécurité alimentaire nationale, a mis en œuvre une politique d'autosuffisance agricole accordant une grande importance à la production de céréales, qui constituent alors le principal aliment de la population¹. Les cultures céréalières occupent une place prédominante. La superficie ensemencée en cultures céréalières reste pendant toute la période très élevée, à un niveau toujours supérieur à 80 %. Cette prédominance est

maintenue d'une part par le système collectif de production dans lequel l'allocation des ressources productives – et en particulier des terres arables – est administrée par des plans pré-établis, et d'autre part par le système unifié d'approvisionnement, en l'absence de marchés².

- 4 L'introduction et la généralisation du système de responsabilité familiale au début des années 1980 conduisent à la décollectivisation de la production agricole. Les paysans ayant désormais le droit d'usufruit des terres, acquièrent une certaine liberté dans le choix des cultures, et le ménage redevient l'unité de décision productive indépendante sous condition de l'accomplissement du quota de production imposé par l'Etat. D'une manière générale, la liberté de choix des cultures s'accroît au fur et à mesure que les réformes avancent.
- 5 Parallèlement, le système de commercialisation des produits agricoles est libéralisé. A partir de 1979, les prix d'approvisionnement étatique des produits agricoles sont revalorisés à plusieurs reprises pour se rapprocher des prix du marché dans les années 1990. Dans le même temps, le système de marché se développe rapidement pour constituer un débouché important pour la production agricole. En 1995, 37 % des céréales produites sont vendues par le canal des marchés³, et en moyenne, un ménage agricole vend chaque année environ 350 kg de céréales par ce biais⁴. Dans ce contexte de libéralisation, le choix des cultures est de plus en plus déterminé par des critères économiques, et en particulier par l'évolution des prix relatifs des différents produits.
- 6 L'ouverture progressive au commerce extérieur a également une influence importante. D'une part, l'arrivée et l'intensification de la concurrence internationale poussent la Chine à ajuster la structure des cultures selon ses avantages comparatifs. Caractérisée par l'abondance de la main-d'œuvre et la rareté des terres arables, la Chine doit diminuer la production des céréales intensive en terres en faveur des cultures commerciales qui requièrent une plus grande intensité en main-d'œuvre. D'autre part, l'ouverture, qui permet les approvisionnements sur le marché international, rend le gouvernement moins sensible à la question de la sécurité alimentaire, ce qui facilite également le passage des cultures céréalières aux cultures commerciales.
- 7 Ainsi, les cultures céréalières ont continuellement reculé face aux cultures commerciales. La part des premières dans la superficieensemencée totale a enregistré une tendance générale à la baisse pendant la période 1978-2003 (voir graphique 1). Cette évolution a cependant été affectée par les à-coups du processus réformateur et les fluctuations conjoncturelles de la production de céréales. Ainsi, au début des années 1980, l'introduction du système de responsabilité familiale, l'assouplissement du système de quota d'approvisionnement et l'émergence du système de marché entraînent une baisse rapide de la part des cultures céréalières qui passent de 80,3 % de l'ensemble des surfaces ensemencées en 1978 à 75,8 % en 1985, suivie de deux légères hausses, respectivement en 1986 et en 1989-91, périodes pendant lesquelles une série de mesures administratives ou « anti-marché » sont mises en place afin de renforcer la production céréalière et le système de quota d'approvisionnement obligatoire.

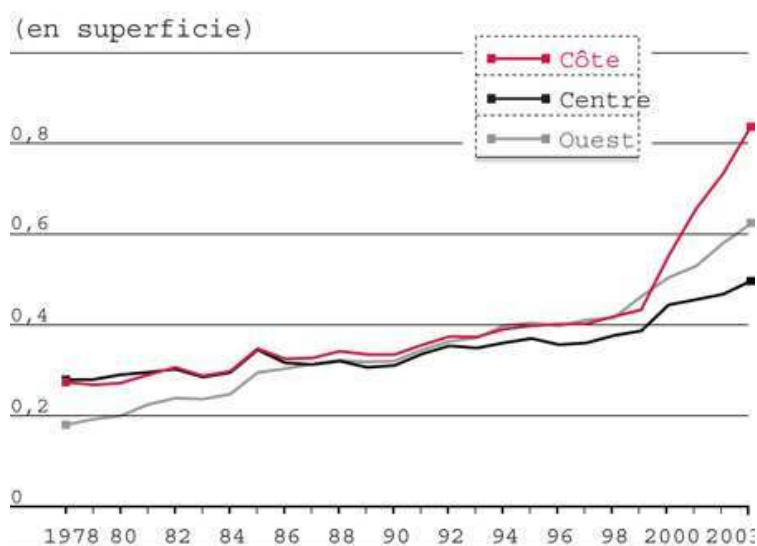
1. Part des cultures commerciales dans la superficie ensemencée en général



Source : National Bureau of Statistics of China, Chi Pékin, China Statistics Press, 1991 et 2004.

- 8 Au début des années 1990, la poursuite des réformes et la libéralisation totale des marchés agricoles s'accompagnent d'une reprise de l'évolution favorable aux cultures commerciales. Cependant, la stagnation de la production céréalière et les fortes hausses des prix des céréales au milieu des années 1990 ravivent la vigilance du gouvernement sur la question de la sécurité alimentaire. En 1995, le gouvernement réintroduit le système d'approvisionnement obligatoire; les gouverneurs provinciaux sont désormais responsables de l'autosuffisance en céréales de leur province, quelles que soient les conditions agronomiques locales. L'ajustement de la structure des cultures se ralentit avant de s'accélérer de nouveau récemment. En 2003, la part des cultures commerciales dans la superficie ensemencée totale atteint 34,8 % (voir graphique 1). La diminution de la superficie des cultures céréalières a conduit à une baisse substantielle de la production. Entre 1998 et 2003, la production annuelle de céréales passe de 512,3 à 430,7 millions de tonnes, et de 412 kg à 334 kg par habitant. Cette évolution, couplée à une croissance continue de la consommation, a provoqué de fortes hausses des prix des céréales en 2004 – au cours des trois premiers trimestres de l'année, les prix ont augmenté de 28,4 %. Ces augmentations des prix ont eu pour effet d'inciter les ménages agricoles à accroître la superficie cultivée en cultures céréalières.

2. Evolution du ratio cultures commerciales/cultures céréalières par région



NB : La région « côte » comprend 12 provinces : Pékin, Shanghai, Jiangsu, Zhejiang, Fujian, Shandong, Guangdong, Hubei, Henan, Shaanxi, Sichuan et Yunnan. La région « centre » : Shanxi, Mongolie intérieure, Henan, Hubei et Hunan. La région « ouest » : Sichuan, Gansu, Qinghai, Ningxia et Xinjiang, mais pas le Tibet.
Source : China Statistical Yearbook, de 1981 à 2004.

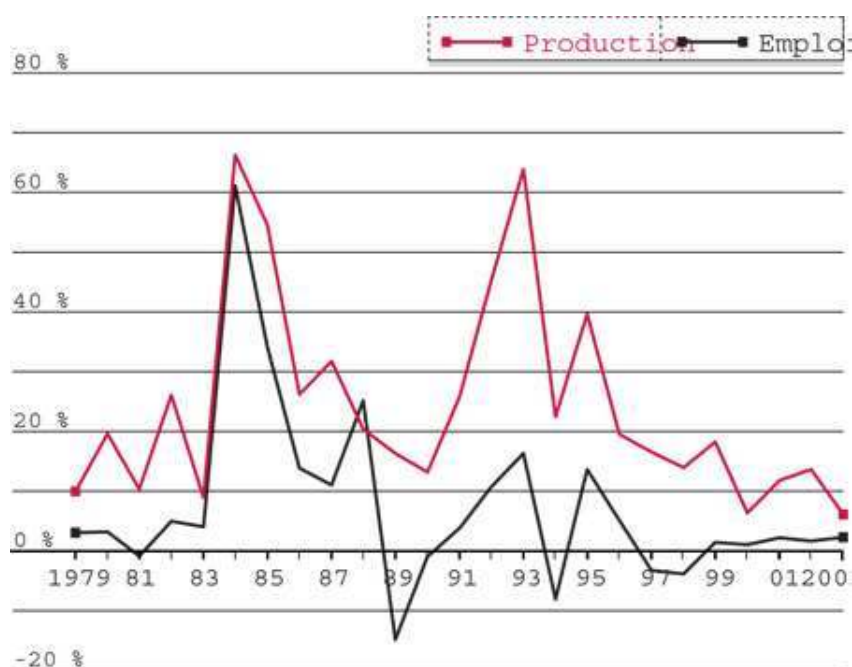
- 9 L'évolution nationale cache de grandes disparités régionales (voir graphique 2). Durant toute la période 1978-2003, c'est dans l'ouest, où les conditions naturelles sont les plus variées, que l'évolution de la structure de la production agricole (mesurée par le ratio superficies des cultures commerciales / superficies des cultures céréalières) a été la plus rapide. Viennent ensuite la zone côtière où les réformes économiques sont les plus avancées, et enfin le centre du pays, région traditionnelle de production de céréales. Ainsi, l'ouest, où la part des cultures commerciales était la plus faible à la fin des années 1970, a rattrapé et dépassé le niveau du centre depuis la fin des années 1990. La région côtière a conservé sa première place depuis 1986, et l'a consolidée dans les années récentes.

Le développement des entreprises rurales

- 10 Le développement des entreprises rurales⁵ depuis le début des années 1980 a profondément changé le visage des campagnes. Entre 1978 et 2003, la valeur réelle de la production des entreprises rurales a progressé à un rythme annuel de 23,2 %. Cette forte croissance a radicalement transformé l'économie rurale caractérisée traditionnellement par une prédominance de l'agriculture. En 1987, la valeur de la production brute des entreprises rurales a dépassé celle de l'agriculture. A la fin des années 1990, les entreprises rurales sont devenues le premier secteur en termes de valeur ajoutée : en 2000, leur valeur ajoutée s'est élevée à 2 715,6 milliards de yuans, ce qui représentait 64 % du PIB rural⁶, et plus de 30 % du PIB national. Le nombre d'employés des entreprises rurales est passé de 28,3 millions en 1978 à 135,7 millions en 2003 (de 9,2 à 28,1 % en pourcentage du total de la population active rurale)⁷.
- 11 L'industrialisation rurale remonte à l'époque maoïste, pendant laquelle des ateliers de réparation des outils agricoles et des entreprises communales ont été créés pour soutenir

la production agricole. La décollectivatisation à la campagne et la décentralisation fiscale⁸ au début des années 1980 contribuent considérablement à l'essor des entreprises rurales, dites « entreprises de bourgs et de cantons » (*xiangzhen qiye*). Le développement de ces entreprises n'a pas été linéaire, mais fortement contraint par le processus de réforme. Après une période de forte croissance entre 1984 et 1988, les entreprises rurales connaissent une période de récession de 1989 à 1991 ; plusieurs millions d'employés retournent dans l'agriculture en raison de fermetures massives d'entreprises (voir graphique 3). La reprise et l'accélération des réformes entraînent par la suite la prospérité générale des entreprises rurales entre 1992 et 1996. Suite aux difficultés économiques internes et externes, depuis 1997, les entreprises rurales entrent dans une période de restructuration marquée par un ralentissement de leur croissance en termes de production et d'emploi.

3. Taux de croissance annuel des entreprises rurales



Source : Township and Village Enterprise Yearbook, Pékin, différentes années.

- 12 Dans une perspective régionale, le développement de l'industrie rurale est extrêmement déséquilibré. Les entreprises rurales émergent et prospèrent tout d'abord dans les provinces côtières⁹ qui occupent une position dominante à la fois en termes d'emploi (plus de 50 %) et de valeur de production (plus de 60 %) sur la période 1982-2003. En termes de part de l'emploi des entreprises rurales dans l'emploi rural total, l'écart entre la côte d'une part et l'ouest d'autre part se maintient avant de s'élargir dans les années récentes.
- 13 Au fur et à mesure de l'évolution du contexte institutionnel, les formes de propriété des entreprises rurales se transforment. Dans les années 1980, les entreprises rurales sont essentiellement des entreprises collectives, gérées par les gouvernements locaux des bourgs et des cantons. Les entreprises collectives présentent de multiples avantages en termes de facilités pour l'obtention de licences d'exploitation, de protections contre les

attaques politiques, d'accès au crédit, aux matières premières et aux marchés. Les années 1990 sont en revanche caractérisées par une montée en puissance des entreprises privées. Avec l'approfondissement des réformes et le développement du système de marché, les entreprises collectives perdent leurs avantages et souffrent de plus en plus de leurs inconvénients intrinsèques liés à des droits de propriété mal définis. Entre 1991 et 2003, la croissance des entreprises collectives se ralentit nettement, notamment en termes d'emploi. Leur capacité d'absorption de la main-d'œuvre atteint son niveau maximal en 1995 (60,6 millions d'employés) avant de diminuer à un taux annuel de 7,2 % dans les années suivantes. Durant la décennie, les entreprises privées connaissent toujours une croissance plus rapide que les entreprises collectives en termes d'emploi et de production. Entre 1991 et 2001, le taux de croissance annuelle de la production des entreprises privées est le double de celui des entreprises collectives (33,9 % contre 15,2 %). De même en termes d'emploi, les entreprises privées connaissent une progression annuelle de 7,2 %, alors que les entreprises collectives enregistrent une baisse de 3,4 % par an pour la même période. Ainsi, les entreprises privées succèdent aux entreprises collectives pour devenir la fraction la plus importante et la plus dynamique des entreprises rurales. En 2002, 96,6 % des entreprises rurales sont des entreprises privées. Leur place dans l'emploi et la valeur ajoutée est désormais prédominante (71,8 % et 62,7 % respectivement).

- 14 Depuis la mise en place des réformes à la fin des années 1970, l'économie rurale a donc connu de profondes transformations structurelles : le passage des cultures céréalières aux cultures commerciales et la diversification vers des activités non agricoles, mais avec de fortes disparités régionales. Ces évolutions sont en général nettement plus marquées dans les provinces côtières – notamment la région du sud-est où les réformes économiques sont les plus avancées. A l'inverse, les régions du centre et de l'ouest du pays souffrent d'importants retards.

L'évolution des revenus ruraux

- 15 Les transformations structurelles se sont accompagnées d'une forte croissance du revenu des ruraux. Le revenu réel par habitant en zone rurale s'est accru au taux annuel moyen de 6,4 % entre 1978 et 2003, contre seulement 1,7 % pour la période 1957-1977 (voir tableau 4). Entre 1978 et 1984, suite à l'introduction du système de responsabilité familiale dans l'agriculture, le revenu rural a augmenté à un taux exceptionnellement élevé (+14,2 % par an), avant de ralentir sa croissance dans la deuxième moitié des années 1980 (+1,9 %) à cause d'une remise en cause des réformes à partir de 1986. Pendant la période de recul des réformes (1989-1991) caractérisée par une politique macro-économique extrêmement restrictive, la croissance du revenu rural a stagné (+0,6 %) ; l'année 1989 a même enregistré une baisse de 7,4 % par rapport à l'année précédente. Ensuite, la reprise des réformes a ouvert une nouvelle phase de forte croissance du revenu rural entre 1992 et 1996 (+7,9 %). Cependant, depuis 1997, sous l'effet conjoint de la crise financière asiatique et d'une stagnation des entreprises rurales collectives, la croissance du revenu rural s'est ralenti (+4,2 % pour la période 1997-2003). Cette situation est devenue l'une des préoccupations majeures du gouvernement, soucieux d'assurer un développement équilibré entre les villes et les campagnes et de maintenir la stabilité sociale.

4. Taux de croissance annuel du revenu par habitant

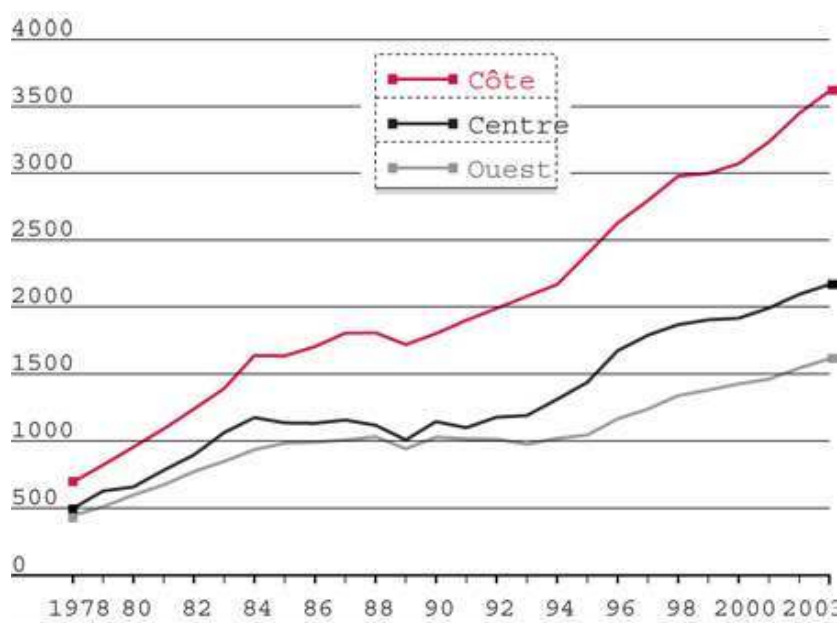
(en %)

| Période | National | Côte | Centre | Ouest |
|-----------|----------|------|--------|-------|
| 1957-1977 | 1,7 | | | |
| 1978-2003 | 6,4 | 6,8 | 6,1 | 5,3 |
| 1978-1984 | 14,2 | 15,5 | 15,5 | 13,2 |
| 1985-1988 | 1,9 | 2,5 | -1,2 | 2,5 |
| 1989-1991 | 0,6 | 1,7 | -0,6 | -0,5 |
| 1992-1996 | 7,9 | 6,7 | 8,8 | 2,8 |
| 1997-2003 | 4,2 | 4,6 | 3,8 | 4,8 |

NB : Le taux de croissance reporté est la moyenne géométrique sur une période. Les trois régions sont définies dans le tableau 1. Source : China Statistical Yearbook, différentes années.

- 16 La région côtière a le niveau de revenu le plus élevé tout au long de la période des réformes, suivie du centre et de l'ouest (voir graphique 5). En termes de taux de croissance annuel, le revenu s'est également accru le plus vite dans la région côtière (6,8 % par an). Dans l'ouest, le taux de croissance a été le moins rapide pour l'ensemble de la période 1978-2003. Le centre semble être la région la plus sensible aux changements dans le processus de réforme. Au début des réformes (1978-1984) et pendant l'accélération des réformes (1992-1996), le centre a eu les taux de croissance les plus élevés des trois régions, alors que pendant les périodes d'arrêt (1986-1988) et de recul (1989-1991) des réformes, il a enregistré les taux de croissance les plus faibles, et même négatifs vers la fin des années 1980. Les disparités régionales du revenu rural se sont élargies, notamment entre la région côtière et le reste du pays (voir graphique 5). A titre de comparaison, en 1978, le revenu rural de la région côtière est de 56 % supérieur à celui de l'ouest, alors qu'en 2003, l'écart atteint 124 %.

5. Disparités régionales du revenu rural



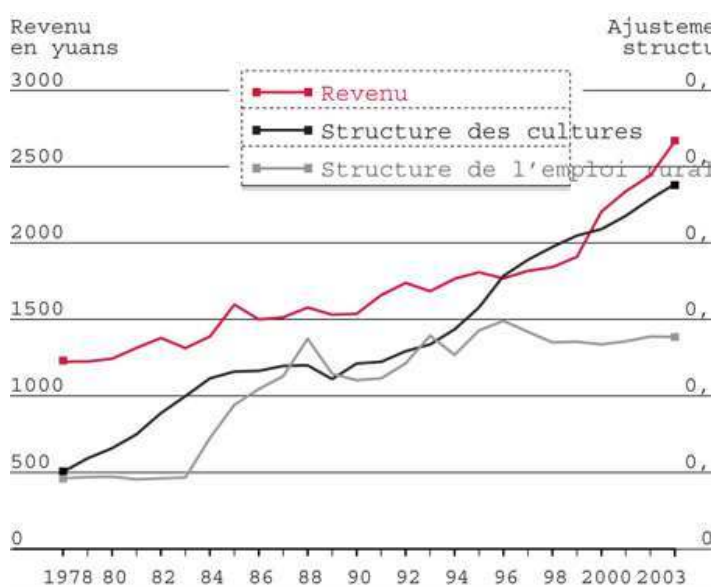
NB : Moyennes régionales du revenu rural par habitant à la consommation (base 1995). Les trois régions sont Source : China Statistical Yearbook, 1981-2004.

Transformations structurelles et revenu rural

- 17 La relation entre les transformations structurelles et le revenu reste ambiguë. Les changements peuvent entraîner une baisse du revenu rural du fait des coûts d'ajustement¹⁰. Entreprendre une nouvelle activité exige un investissement fixe et irrécupérable. Par exemple, le passage d'une culture à une autre nécessite un aménagement des terres ou du système d'irrigation, et le lancement d'une activité non agricole demande un certain capital, voire un certain niveau d'éducation ou de qualification¹¹. Ces coûts d'ajustement peuvent réduire, au moins à court terme, le revenu des ruraux.
- 18 Mais ces transformations structurelles peuvent aussi favoriser une augmentation du revenu grâce aux complémentarités entre les différentes activités. Le passage d'une culture à l'autre peut permettre de mieux tirer profit des spécificités locales, comme de la diversité des sols ou des climats¹². De même, le développement d'activités non agricoles peut être bénéfique grâce aux liens entre l'agriculture et l'industrie rurale¹³. Par exemple, les activités utilisant les produits agricoles comme matières premières¹⁴ peuvent bénéficier de la proximité et de la variété des produits agricoles frais. Inversement, l'agriculture peut tirer profit d'entreprises non agricoles qui produisent des intrants et des matériels nécessaires pour l'agriculture. De plus, une partie de profits générés par les entreprises rurales peut être réinvestie dans l'agriculture. Ces complémentarités sont encore plus importantes dans le cas d'activités saisonnières¹⁵ ; les ménages peuvent alors consacrer leurs ressources tour à tour aux activités agricoles et non agricoles ; ils peuvent aussi alterner les différents types de cultures en fonction des conditions agronomiques locales.
- 19 Avant 1978, la spécialisation céréalière imposée et maintenue par des mesures administratives entraîne une allocation inefficace des ressources, une faible

productivité agricole, un faible revenu et un important surplus de main-d'œuvre. Dans ce contexte, les transformations des vingt dernières années peuvent être interprétées comme un processus de réallocation des ressources vers une plus grande efficacité. Avec le développement des mécanismes de marché, l'allocation des ressources productives est de plus en plus guidée par le principe de rentabilité. Ainsi, la main-d'œuvre agricole excédentaire peut être mobilisée dans d'autres activités. Cette évolution, dans un contexte de libéralisation des marchés et d'ouverture au commerce extérieur, et dans un pays caractérisé par la rareté des terres et une abondance de main-d'œuvre, correspond à l'exploitation des avantages comparatifs. Par conséquent, les transformations structurelles peuvent conduire à une amélioration générale de la productivité de la main-d'œuvre et à une hausse du revenu.

6. Ajustements structurels du revenu rural



NB : La structure des cultures est définie comme le rapport des cultures commerciales et des cultures céréalières en termes de valeur ajoutée et la structure de l'emploi rural est la part de l'emploi rural dans le total de l'emploi rural.

Source : China Statistical Yearbook, 1981-2002.

- 20 Le graphique 6 synthétise les transformations structurelles et la progression du revenu rural depuis 1978. Le parallélisme des évolutions suggère qu'une réallocation des ressources, des cultures céréalières vers les cultures commerciales, selon les conditions agronomiques locales et le marché, a permis d'améliorer la productivité totale du secteur. De même, l'évolution de la structure de l'emploi rural suit celle du revenu. De fait, ce sont les revenus provenant de l'industrie rurale qui ont connu la plus forte croissance depuis le milieu des années 1980¹⁶. En 2003, en moyenne, 35,4 % du revenu total par habitant en zone rurale provient des entreprises rurales contre 33,8 % et 9,4 % respectivement pour la culture et l'élevage. Entre 2002 et 2003, les entreprises rurales contribuent à hauteur de 50 % à l'accroissement total du revenu rural par tête¹⁷. Comme le montre Claude Aubert¹⁸, alors que le revenu provenant du secteur agricole stagne depuis le milieu des années 1990, le revenu provenant du secteur non agricole a connu une croissance régulière pour devenir la première source de revenu rural pendant la même période. En 2003, pour un

revenu moyen par habitant rural de 2 622 yuans, la part des revenus non agricoles s'élève à 54,4 % contre 45,6 % pour les revenus agricoles (culture, élevage, pêche et foresterie).

- 21 A partir d'une base de données concernant 29 provinces chinoises, sur la période 1982-2003, nous avons testé économétriquement le lien entre les transformations structurelles et l'évolution du revenu par tête (voir tableau 7). Les coefficients positifs associés d'une part au passage des céréales aux cultures commerciales et d'autre part au développement des activités non agricoles montrent que ces deux évolutions contribuent très significativement à l'augmentation du revenu rural¹⁹. Ce résultat semble signifier que les bénéfices des transformations structurelles ont plus que compensé les coûts des ajustements. Ces deux ajustements permettraient d'une part une allocation plus efficiente des ressources productives, et d'autre part l'exploitation des complémentarités entre les différentes activités rurales. Ces effets bénéfiques sur le revenu rural semblent dominer les effets négatifs, en particulier celui lié à l'investissement à court terme nécessaire pour les changements d'activités.

7. Estimation de l'impact des ajustements structurels sur le revenu rural

| Variables | Revenu (avec variables de |
|-------------------------|------------------------------|
| Ajustement des cultures | 565,27 (5,56) * |
| Ajustement de l'emploi | 613,45 (3,58) * |
| Constante | -2561,75 (-5,65) * |
| Nombre d'observations | 632 |
| R2 (within) | 0,75 |
| Méthode d'estimation | Effet fixe |

NB : * Valeurs de T-Student.

L'ajustement des cultures est mesuré par le ratio de sur les cultures céréalières en terme de superficie de l'emploi est défini comme la part de l'emploi des de l'emploi rural. Les variables de contrôle incluse les suivantes : densité de la population rurale, mes la population rurale et la superficie provinciale ; moyen des membres familiaux inactifs pour un travail la part des terres arables irriguées dans la superfi des terres, le ratio entre la superficieensemencée dans chaque province ; et enfin, un trend temporel.

- 22 Pendant la période des réformes, l'économie rurale a connu d'importants changements structurels à plusieurs niveaux : un développement des cultures commerciales par rapport aux cultures céréalières et un essor vigoureux des entreprises rurales. Cependant, il existe d'importantes disparités régionales. En général, les ajustements sont plus rapides et plus importants dans les régions où les réformes sont les plus avancées, comme le sud et l'est du pays.
- 23 Ces ajustements se sont accompagnés d'une forte hausse du revenu des ruraux. Compte tenu de leur contribution positive importante à l'augmentation du revenu rural, l'ajustement de la structure des cultures et l'ajustement de la structure de l'emploi rural doivent être encouragés pour soutenir le développement rural sur le long terme. De plus,

ces ajustements s'avèrent de plus en plus indispensables face à l'intensification de la concurrence internationale suite à l'accession de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Dans ce nouveau contexte, l'économie rurale s'ajuste en fonction des avantages comparatifs du pays. Depuis 2001, on constate une forte hausse des importations de céréales (en particulier le blé et le soja). En contrepartie, on observe une remarquable expansion des exportations de produits manufacturés, notamment textiles, dont la majeure partie est fabriquée par les entreprises rurales suite à la suppression des quotas en 2005. Les gouvernements de tous les niveaux ont un rôle important à jouer dans ces transformations structurelles, d'une part, en fournissant les informations sur les marchés nationaux et internationaux et, d'autre part, en accordant des subventions ou des crédits préférentiels permettant de surmonter les coûts d'ajustement liés aux transformations structurelles nécessaires.

NOTES

1. En 1952, en moyenne, 94,1 % des calories et 95,5 % des protéines consommées quotidiennement en Chine étaient d'origine végétale et provenaient en grande partie des céréales. Ministry of Agriculture (MOA), *Zhongguo nongcun jingji tongji daquan 1949-1986* (Statistiques de l'économie rurale chinoise 1949-1986), Pékin, Nongye chubanshe, 1989, p. 580.
2. Le gouvernement a supprimé les marchés libres dans les campagnes en 1957. Jean C. Oi, « The Role of the Local State in China's Transitional Economy », *The China Quarterly*, vol. 144, décembre 1995, pp. 1132-1149.
3. John Davis et Liming Wang, « The Economic Behaviour of China's Grain Producers in Transition », in Sarah Cook, Shujie Yao, et Juzhong Zhuang (éds.), *The Chinese Economy under Transition*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2000, pp. 198-217.
4. Bingsheng Ke (éd.), *China's Grain Market and Policy*, Pékin, China's Agricultural Press, 1995.
5. Le domaine d'activité de ces entreprises rurales est très large, couvrant presque tous les secteurs économiques : transformation des produits agricoles, construction, extraction des minerais, manufacture, transport et autres services.
6. *Township and Village Enterprise Yearbook*, Pékin, China Agricultural Press, 2001.
7. *Township and Village Enterprise Yearbook*, Pékin, China Agricultural Press, 2004.
8. Christine P.W. Wong, Christopher Heady et Wing Thye Woo (éds.), *Fiscal Management and Economic Reform in the People's Republic of China*, Oxford, Hong Kong et New York, Oxford University Press, 1995.
9. Les cinq provinces côtières (Fujian, Guangdong, Jiangsu, Zhejiang et Shandong) représentaient en 1985 aussi bien qu'en 2003 plus de 50 % de la production nationale des entreprises rurales (*Township and Village Enterprise Yearbook*, Pékin, China Agricultural Press, 1987 et 2004).
10. David R. Lee, et Christopher B. Barrett (éds.), *Tradeoffs of Synergies? Agricultural Intensification, Economic Development and the Environment*, New York, CABI, 2001.

11. Christopher B. Barrett, Thomas Reardon et Patrick Webb, « Non-Farm Income Diversification and Household Livelihood Strategies in Rural Africa: Concepts, Dynamics, and Policy Implications », *Food Policy*, vol. 26, 2001, pp. 315-331. Tassew Woldehanna et Arie Oskam, « Income Diversification and Entry Barriers: Evidence from the Tigray Region of Northern Ethiopia », *Food Policy*, vol. 26, 2001, pp. 351-365.
12. Benoit Blarel, Peter Hazell, Frank Place et John Quiggin, « The Economics of Farm Fragmentation: Evidence from Ghana and Rwanda », *World Bank Economic Review*, vol. 6, n° 2, 1992, pp. 233-254.
13. Peter Hazell et Steven Haggblade, « Farm-Non-Farm Growth Linkages and the Welfare of the Poor », in Michael Lipton et Jacques van der Gaag (éds.), *Including the Poor*, Proceedings of a Symposium Organized by the World Bank and the International Food Policy Research Institute, Washington, DC, World Bank, 1993, pp. 190-204.
14. En 1995, parmi toutes les entreprises de bourgs et de cantons (dans le secteur de l'industrie légère), celles utilisant les produits agricoles comme matières premières représentaient 34 % (64 %) en termes de nombre d'entreprises, 26 % (53 %), en termes de nombre d'employés, et 27 % (55 %) en termes de valeur brute de la production.
15. David E. Sahn (éd.), *Seasonal Variability in Third World Agriculture: The Consequences for Food Security*, Baltimore, MD, John Hopkins Press, 1989. Bina Agarwal, « Social Security and the Family: Coping with Seasonality and Calamity in Rural India », *Journal of Peasant Studies*, vol. 17, 1990, pp. 341-412.
16. Hongyi Chen (éd.), *The Institutional Transition of China's Township and Village Enterprises: Market Liberalization, Contractual Form Innovation and Privatization*, Aldershot, Ashgate, 2000.
17. *Township and Village Enterprise Yearbook*, op. cit., 2004.
18. Claude Aubert, « Le devenir de l'économie paysanne en Chine », *Revue Tiers Monde*, vol. 46, n° 183, pp. 491-515.
19. La significativité des coefficients estimés est mesurée par les valeurs du T de Student. Un T de Student (valeur absolue) supérieur à 1,96 garantit une significativité supérieure à 95 % ; en d'autres termes, on peut affirmer avec plus de 95 % de certitude que la variable explicative a des effets statistiquement importants sur la variable dépendante. Dans notre cas, les coefficients des deux variables d'ajustement structurel ont des valeurs du T de Student largement supérieures au seuil de 1,96 ce qui signifie que l'impact positif de ces ajustements sur le revenu rural est statistiquement significatif.

RÉSUMÉS

Depuis le lancement des réformes (1978), l'économie rurale de la Chine a connu d'importantes transformations structurelles. Cet article analyse l'évolution de la structure des cultures et du développement des activités non agricoles. Il revient sur la chronologie, les disparités régionales et les conséquences des changements sur le revenu rural.